

Conférence de La Haye : Réussir des avancées significatives

En 1997, cent cinquante neuf Etats réunis à Kyoto s'étaient engagés à lutter contre l'augmentation de l'effet de serre dont les scientifiques estiment qu'il est largement responsable du changement climatique en cours, marqué notamment par un réchauffement de la planète lourd de menaces pour l'avenir de l'humanité. La Conférence de La Haye qui s'est réunie à partir du 13 novembre, doit faire le bilan de cet engagement et tenter de mettre en œuvre le protocole de Kyoto de réduction, par les pays industrialisés, de leurs émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. A cette occasion, le Collège exécutif du PCF a publié une déclaration dont nous reproduisons ici l'essentiel.

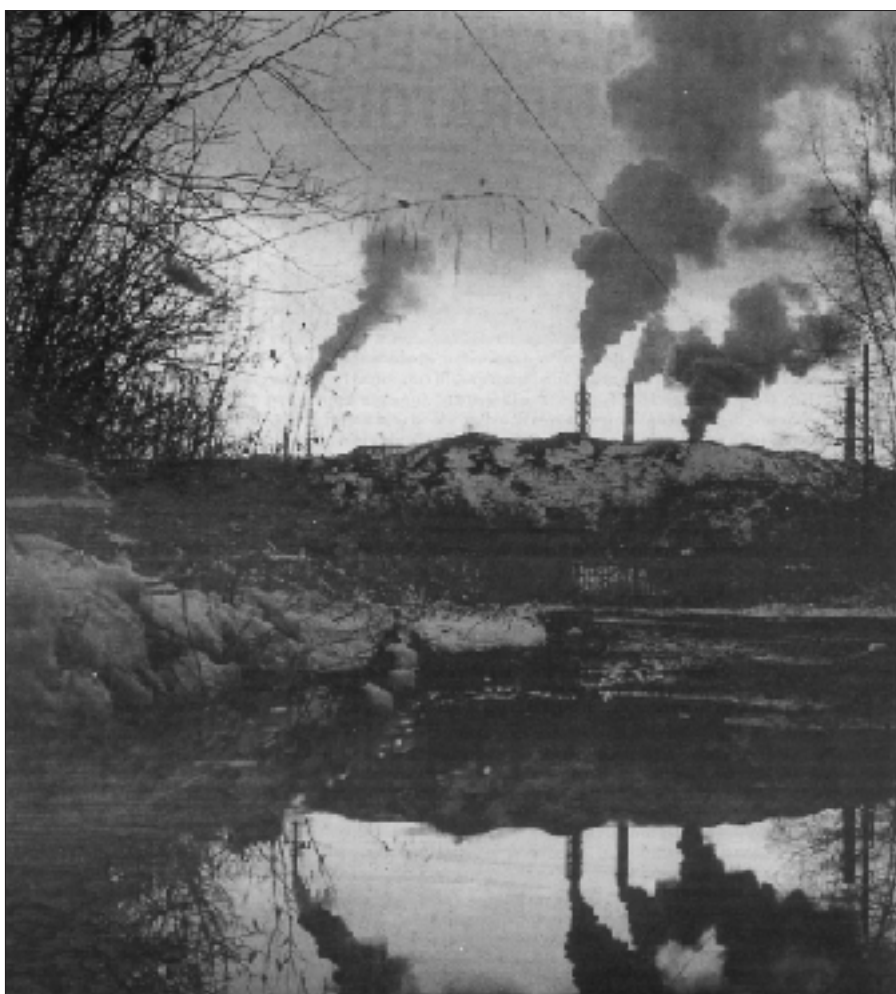
« Les communistes se sont fixés pour objectif d'agir pour un développement durable. Cet engagement les conduit aujourd'hui à interpeller les opinions, les responsables politiques sur l'importance de réussir des avancées significatives au sommet de La Haye (...) de le concrétiser, en engageant de nouvelles formes d'action

Les dangers du système des droits de polluer

Peu de personnes contestent aujourd'hui l'urgence de la situation qui a considérablement évolué depuis 1997. Nombre d'experts confirment le lien entre réchauffement climatique et rejets dus à l'activité humaine.

La conférence de La Haye revêt un véritable enjeu. Elle va devoir se pencher sur la mise en œuvre des mécanismes dits "de développement durable" décidés à Kyoto. Or, ceux-ci peuvent être extrêmement pervers.

C'est dans ce cadre que les instances internationales et notamment européennes, suivies par le gouvernement français, veulent utiliser le système des quotas d'émission (ou permis de polluer). Celui-ci consiste à affecter aux pays ou entreprises des quotas de pollution par le gaz carbonique. En cas de non respect de ses propres engagements, un pays peut racheter à un pays excédentaire des droits de polluer, se dispensant d'efforts réels de réduction. Ce système déjà en vigueur aux USA fait l'objet d'un marché avec cotation en bourse et entreprises de commercialisation. Très défavorable aux pays pauvres,



il les pousse à vendre leurs quotas, limitant ainsi leur développement. Il serait particulièrement grave que, devant l'urgence de la situation, chacun se réfugie derrière la « régulation des marchés » dont les limites sont évidentes. Les

usages de l'énergie dépassant largement ce cadre, cela revient à laisser se perpétuer le déséquilibre de moyens, à abandonner des millions de personnes et des États entiers face au pouvoir de quelques acteurs puissants. Ce serait accepter la poursuite du pillage des ressources. Ce serait source d'aggravation des inégalités, des tensions et de conflits pour accéder coûte que coûte aux ressources disponibles. Cette conception n'est pas la seule possible, elle est d'inspiration libérale.

L'aggravation des inégalités est source de conflits

Une inégalité profonde dans l'accès à l'énergie existe au sein de chaque pays, même développé et entre pays. Il y a encore dans le monde 2 milliards d'êtres humains qui n'ont pas accès à l'électricité. Les besoins à satisfaire et les investissements pour réduire ces écarts durant le XXIème siècle sont colossaux. Tous les pays ne sont pas égaux en matière de ressources disponibles : Certains ne disposent pas de gisements fossiles, d'autres ne possèdent pas de technolo-



gies et d'infrastructures suffisantes. La hausse du prix du pétrole, celle plus récente du gaz remettent au premier plan ces questions, ainsi que celle de l'épuisement des ressources fossiles.

La deuxième grande question qui sera posée à La Haye concerne la contribution du nucléaire aux mécanismes de développement durable. Cette énergie n'est pas productrice de gaz à effet de serre. Ne faut-il pas encourager son utilisation et le soustraire aux mécanismes fiscaux, tout en développant les droits d'intervention, de contrôle des salariés et des populations, pour une véritable transparence, réelle garantie de sécurité ?

Les communistes pensent, par ailleurs, que l'Europe peut peser efficacement en engageant par exemple une réorientation de la politique de transports, considérés aujourd'hui parmi les principaux responsables de l'accroissement des rejets au niveau européen. Les politiques énergétiques et de transport sont les principaux outils d'intervention sur l'effet de serre. Elles engagent des investissements de long terme qui auraient des conséquences sur les générations futures.

La France doit assumer ses responsabilités

La France, 4ème puissance mondiale, acteur majeur au niveau européen et qui préside actuellement la commission européenne, peut jouer un rôle important à La Haye. Elle peut contribuer à favoriser la solidarité et la responsabilité collective entre États du nord et du sud. Avec son potentiel humain et technologique, la France peut aussi contribuer à la convergence des perspectives énergétiques planétaires en impulsant un effort de recherche et de développement en matière de technologies de production de l'énergie pour garder ouvertes toutes les options énergétiques – en particulier les énergies renouvelables – et pour une meilleure maîtrise de l'énergie. Cela, par une politique ambitieuse qui permettrait l'utilisation de ses potentialités nationales dans deux domaines essentiels: l'utilisation propre du charbon, combustible incontournable pour les pays en voie de développement et le nucléaire civil, qui continue à jouer un rôle essentiel face à l'effet de serre et à la perspective d'épuisement des ressources fossiles non renouvelables ». ■

Réchauffement climatique : des preuves scientifiques

L'International Panel on Climate Change (IPCC), qui regroupe depuis 1988 des experts internationaux chargés d'étudier d'éventuels changements climatiques sont formels : un réchauffement de la planète situé entre 1,5° et 6° affecterait la planète d'ici à 2100. L'ampleur de ce changement climatique, nettement supérieur à ce que prévoyait le précédent rapport de l'IPCC en 1995 (voir tableau), serait par ailleurs inégal selon les régions du monde. Il pourrait toucher tout particulièrement le Canada et la Sibérie, mais aussi des zones très peuplées comme la Chine. La question des modes de production et de consommation de l'énergie devient un enjeu majeur du 21ème siècle. ■

Des estimations de réchauffement revues à la hausse



Source : IPCC